

Les Echos

LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE // MARDI 5 JANVIER 2016 // LESECHOS.FR

LE POINT
DE VUE

de Daniel Behar

La fracture territoriale n'est pas la source du vote protestataire

Après le succès de la métaphore de la « fracture territoriale », et celui de la « France périphérique », les résultats des élections régionales viennent relancer la machine à « géographiser » le débat politique.

D'un côté, le constat d'une progression continue du vote protestataire et de la défiance vis-à-vis de la classe politique est indubitable. De l'autre, la crise sociale et économique perdure et semble signer l'épuisement d'un modèle de croissance tirant peu ou prou l'ensemble de la société. Entre les deux, la géographie vient fournir le facteur explicatif manquant. Il ne s'agit plus, comme avec André Siegfried, d'analyser l'influence de la géologie sur le vote des citoyens. La géographie viendrait incarner les causalités socio-économiques du vote Front national. Pour les uns, il s'agit de montrer la correspondance entre ce vote et les territoires présentant un fort taux de chômage, tandis que d'autres y voient plus largement le reflet électoral des « territoires à l'abandon ». Et, de façon symétrique, ce seraient les succès de la métropolisation qui expliqueraient la concentration du vote républicain, et plus encore de gauche sur les grandes villes. Le raisonnement est d'autant plus séduisant que le vote – par essence localisé – fournit une représentation cartographique puissamment évocatrice à ce registre explicatif géographique. Pourtant, rien n'est moins évident que ce déterminisme territorial. Que nous indiquent toutes les enquêtes post-électorales et les analyses des politologues ? Le vote Front national est d'abord un vote réflexe, d'inquiétude devant l'incertitude du monde qui vient (insécurité, immigration...). Il corres-

pond ainsi à une sociologie assez nette, celle des couches populaires, craignant le déclassement, pour elles ou leurs enfants. Par contrecoup, que l'on retrouve une amplification du vote FN là où il y a surreprésentation de cette sociologie n'a rien d'étonnant. Mais on ne peut pas pour autant en déduire une relation de causalité. Incontestablement, il existe encore une géographie du vote FN. Cela ne signifie pas pour autant qu'il y ait une explication géographique à ce vote qui trouverait ainsi son ressort dans des « inégalités territoriales » déterminantes.

Il faut se garder de « géographiser » la montée du Front national.

Le fait social – la peur de l'avenir – est le seul qui fédère des votes issus de territoires différents.

La géographie du vote FN est trop complexe pour prêter à une explication mécanique de cet ordre. Derrière un taux de chômage élevé par exemple, quoi de commun entre celui du nord-est de la France, induit par la désindustrialisation massive, et celui du Sud-Est, produit par l'incapacité à satisfaire les besoins – bi-activité des ménages notamment – des flux de populations attirées par des formes d'héliotropisme ? C'est bien uniquement le fait social – la peur de l'avenir – qui réunit ces deux situations territoriales totalement différentes.

Faudrait-il en déduire que l'on peut s'exempter de tout traitement territorial de la peur devant ce monde ouvert et globalisé qui traverse notre société ? Assurément pas. L'entrée territoriale est particulièrement adaptée pour montrer comment chacun d'entre nous est partie prenante, et non spectateur ou victime, de cette globalisation en marche. Ce sont nos pratiques, nos modes de consommation et d'habiter qui, aussi bien dans les villes que dans les campagnes, déstabilisent « l'ordre territorial » qui nous servait de repère et fragilisent les bourgs centres ou les villes moyennes héritées de la III^e République... Et c'est à cette globalisation par le bas, au quotidien, qu'il faut s'adapter collectivement et de façon différenciée selon les territoires : en organisant de véritables politiques d'accueil et de promotion sociale dans les territoires attractifs du Sud, en tenant un discours de vérité dans les territoires du Nord-Est – comment vivre heureux mais moins nombreux ? – ou en anticipant les risques sociaux liés à l'exposition aux incertitudes de la mondialisation qui affectent particulièrement les habitants des métropoles.

Après la secousse électorale, tous les responsables politiques proclament avoir entendu « le message des urnes ». Espérons qu'ils ne l'aient pas compris comme un appel à conforter la rhétorique victimaire des territoires à l'abandon mais bien davantage comme une exigence de pédagogie collective pour adapter notre société au monde ouvert et interconnecté qui nous attend.

Daniel Behar, géographe, est professeur à l'École d'urbanisme de Paris.